

V. - UNE ARMÉE BIEN TRANQUILLE

LE MONDE 20 MARS 1968

MARCEL NIEDERGANG

https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/03/20/v-une-armee-bien-tranquille_2506739_1819218.html?xtmc=calvo_serer_espana&xtcr=1

Le combat pour la libéralisation du régime franquiste apparaît de plus en plus difficile alors que les autorités multiplient les brimades contre tous ceux, dans le monde du travail, à l'Université et dans l'Église, qui protestent contre le maintien du statu quo (voir le Monde des 15, 16, 17-18 et 19 mars). Le débat sur la succession du Caudillo se déroule dans un climat moins serein, mais l'armée plus que jamais reste l'arbitre suprême.

Madrid, ... mars. - Le général Franco a eu soixante-quinze ans en novembre 1967 et le prince Juan Carlos de Bourbon a atteint sa majorité constitutionnelle de trente ans le 5 janvier dernier. Ces deux événements relancent évidemment le thème, déjà largement débattu en Espagne depuis trois ans, de la succession du Caudillo. Les impatients, qu'ils côtoient les allées du pouvoir ou qu'ils appartiennent à l'opposition, font volontiers état de " la grande fatigue du chef de l'État ". Ils citent le témoignage " attristé " d'un académicien reçu par le chef de l'État au Pardo en janvier et affirment que " plusieurs personnalités avaient les larmes aux yeux en écoutant le discours, faible et haché, que le Caudillo a prononcé devant le Conseil national du Mouvement ". D'autres témoins, non moins sincères, parlent de " sa formidable capacité de travail " et ont admiré la " manière concentrée dont il a lu son discours devant les Cortès en novembre ". Un fait est certain bien que diversement commenté et apprécié à Madrid : le général Franco a eu un grave malaise à la fin de l'année dernière au cours d'une partie de chasse. " Nous sommes tous conscients, admet-on aujourd'hui jusque dans les cercles dirigeants, que l'hypothèse de l'incapacité ou de la disparition du généralissime mettant en route le processus de la succession peut se produire à tout instant... "

Un équilibre rigoureux

Depuis le référendum de juillet 1947, l'État espagnol est une monarchie constitutionnelle. Depuis janvier dernier et aux termes de la loi de succession le général Franco peut à tout moment désigner le prince Juan Carlos de Bourbon comme le " futur roi d'Espagne ". S'il s'y résolvait ce serait sans doute, selon l'expression d'un dirigeant, " uniquement pour accoutumer le peuple espagnol à cette idée et observer les réactions de l'opinion ". Car un autre point est acquis : le général Franco conservera en toute hypothèse tous les pouvoirs jusqu'à la fin de sa vie et la manière, froide et habile, dont il a régné depuis trente - deux ans rend l'éventualité d'une " décision spectaculaire et hâtive " extrêmement improbable.

Les aspirations des différents groupes ayant permis la victoire franquiste étaient au lendemain de la guerre civile incompatibles. Aux monarchistes, carlistes ou alphonсистes, Franco a donné l'assurance que l'Espagne serait une monarchie, mais il n'a jamais désigné le " roi ". À l'Église il a donné le contrôle de l'éducation ; il a rétabli la liberté des ordres religieux, dont certains, comme les jésuites, avaient été interdits sous la République. À la Phalange, il a accordé le " parti " et la bureaucratie syndicaliste; mais il n'a jamais aboli les " principes capitalistes " dénoncés par les plus sincères partisans de José Antonio Primo de Rivera.

A l'expérience du capitalisme d'État symbolisé par le puissant Institut national de l'industrie (I.N.I.), a succédé l'expansion de la grande banque et de l'entreprise privée. Enfin l'armée, divisée sous la République, a obtenu la " dignité ", un équipement moderne et le traité de coopération avec les États-Unis. Chacun des " groupes de pression " du franquisme a pu se flatter depuis trente ans d'avoir acquis " certains avantages ", mais aucun n'a réussi à imposer la totalité de sa politique. Maintenir un équilibre rigoureux entre les différentes composantes du système a été le souci permanent du Caudillo et ses dernières décisions (mise en place du

Conseil national du Mouvement et nomination de l'amiral Carrero Blanco comme vice-président du gouvernement) illustrent parfaitement cette tactique éprouvée.

Cela n'empêche pas le débat sur " l'après-franquisme " de connaître un regain de vigueur. Emilio Romero, directeur du journal Pueblo, organe des syndicats officiels, a entrepris une série d'interviews avec les personnalités les plus marquantes du régime et " aussi avec celles de l'opposition si elles acceptent ", ajoute-t-il. C'est ainsi que l'amiral Carrero Blanco est sorti, pour la première fois depuis bien longtemps, d'un silence qui lui convenait sans doute lorsqu'il était considéré comme l'éminence grise du Caudillo. " L'année 1968 sera une année décisive... ", déclarent des ministres. Des fonctionnaires, des professeurs, des directeurs de journaux, des officiers supérieurs, répètent. " Il y a crise politique et cette année est cruciale... " En effet, bien que le mécanisme de la succession ait été prévu jusque dans les moindres détails, il est clair que plusieurs voies sont ouvertes.

" En ce qui concerne mon père je ne pense pas que l'idée qu'il se fait de la monarchie ait été fidèlement traduite dans les déclarations qu'on lui a attribuées. Certains secteurs espagnols ont peut-être prétendu que mon père représente la rupture avec le régime, mais il y a eu sur ce point beaucoup de malentendus... " Revenant sur cette déclaration du prince Juan Carlos, le directeur de Pueblo, estime que " le temps est révolu où il convenait d'attacher de l'importance aux querelles dynastiques. Il existe, affirme-t-il, une monarchie républicaine comme celle de la France avec le général de Gaulle et une république monarchique comme celle de l'Angleterre. " Et M. Emilio Romero, qui n'a jamais redouté les paradoxes les plus audacieux, en profite pour déplorer le " comportement abusif des partisans du comte de Barcelone, qui sont organisés en véritables partis politiques ".

Le voyage de la reine Victoria Eugenia

Le comte de Barcelone, qui réside à Estoril, dispose d'un important conseil privé dont le président est M. José Maria Peman, historien, collaborateur du journal ABC, et d'un secrétariat politique dirigé par Don José Maria de Areilza, comte de Motrico et ancien ambassadeur à Paris. Le voyage à Madrid à la mi-février de la reine Victoria Eugenia, veuve d'Alphonse XIII, à l'occasion du baptême de l'infant Don Felipe, fils de Juan Carlos et de Sophie de Grèce, a permis d'autre part aux " légitimistes ", partisans d'une " monarchie moderne " impliquant de toute évidence un certain degré de démocratisation des institutions, de crier : " Vive le roi ! ", sur le passage de Don Juan-Ce dernier a pris soin d'aller se recueillir sur la tombe de José Antonio, dans la basilique de la Vallée des Morts, et de faire arrêter sa voiture dans les quartiers populaires de Madrid qui n'existaient pas en 1931. Un mois après avoir affirmé : " Que je puisse être roi du vivant de mon père dépend de la conjoncture politique... ", le prince Juan Carlos, choyé par le régime et entretenant d'excellents rapports avec le Caudillo, a dû admettre que le rapport de forces au sein du clan " légitimiste " ne jouait pas en sa faveur.

Le général Franco n'apprécie guère le comte de Barcelone, " libéral, européen, voulant tenir son trône de sa légitimité et non du régime ", mais il l'a rencontré, pour la cinquième fois depuis trente ans, à l'occasion du baptême. Des monarchistes, des libéraux, des officiers supérieurs, des démocrates-chrétiens de plusieurs tendances dont celle du Dr Ruiz Gimenez, des socialistes du groupe du professeur Tierno Galvan, des dirigeants ouvriers membres de " commissions ouvrières " se sont pressés à Madrid pour saluer Don Juan... Ces visites autorisées par le régime, ces quelques milliers d'enthousiastes à Barajas, permettent-ils d'affirmer que " l'idée monarchique est soudainement devenue populaire en Espagne " ? Il ne semble pas. Et la " préférence " accordée pendant quelques jours par Franco à Don Juan sur Juan Carlos ne sert-elle pas finalement un régime peu soucieux de favoriser les plans de la " monarchie moderne " définie par le Dr Calvo Serer : exécutif fort, représentation populaire, instance arbitrale de la Couronne ? D'autant plus que les autres " tendances monarchistes " n'ont pas, que l'on sache, abdiqué : partisans de Don Alfonso Jaime de Bourbon y Dampierre, fils de Don Jaime, duc de Ségovie ; carlistes ayant proclamé " roi " Don Xavier de Bourbon Parme et se ralliant aux couleurs de son fils Hugues de Bourbon Parme, de nationalité française ; carlistes de " la régence d'Estella " (1) à la recherche d'un porte-drapeau...

Un roi ou un régent

"La loi de succession, précisent les juristes, n'impose au peuple espagnol ni un roi ni un régent, mais elle laisse la décision définitive aux Cortès ". En cas d'incapacité ou de mort du chef de l'État, " le roi ou le régent proposé par le gouvernement, le Conseil de régence et le Conseil du royaume, devra être accepté par une majorité de deux tiers des parlementaires présents, équivalente à la majorité absolue de tous les procureurs. Si cette majorité n'est pas atteinte, on procédera à un deuxième scrutin et éventuellement à un troisième. Dans ce dernier, il suffira d'une majorité des trois cinquièmes, équivalente au moins à la majorité absolue ". Tel est le mécanisme, à la fois simple et redoutable, que les dirigeants espagnols devront affronter un jour ou l'autre, prochain peut-être. " Dans ce cas, nous a déclaré M. Solis, ministre secrétaire du Mouvement, je voterai selon ma conscience et je pense que chacun fera de même. Pourquoi douter avant d'avoir fait l'expérience ? J'espère en ce qui me concerne que le mécanisme ne sera pas bloqué... " À cette vision optimiste d'un des ministres partisans de la formule " régentaliste ", les ministres qui sont en faveur d'une monarchie permettant la survie du " franquisme sans Franco " répliquent : " Mais tout est clair effectivement. Depuis la nomination de l'amiral Carrero Blanco comme vice-président, il n'y a plus de problème. Le mécanisme de la succession est parfaitement défini, et il s'agira seulement de désigner le roi... "

Est-ce tellement certain ? Peut-on imaginer en cas de " mort ou incapacité du chef de l'État " que les Cortès, où des propos divergents commencent à être entendus, n'entreraient pas en conflit avec des organismes théoriquement consultatifs, où tous les " groupes de pression " du régime sont représentés ? La fièvre suscitée dans les chancelleries le 19 février dernier par la réunion impromptue du Conseil du royaume donne la mesure des indécisions fondamentales de la succession. Il s'agissait en fait pour les seize conseillers (2) de désigner les membres suppléants du Conseil de la régence. Le président du tribunal suprême, M. Ruiz Jarabo, et le général en retraite Garcia Valino occupent depuis le 2 mars ces charges dans un Conseil de la régence qui serait précisément appelé à convoquer le gouvernement et le Conseil du royaume pour choisir le " successeur ".

"En fait, estiment de nombreux diplomates, la confiance des dirigeants dans le mécanisme de la succession s'explique aisément. Ils sont tous persuadés, alors même qu'ils ne souhaitent pas tous la même formule de succession, que l'armée permettra une transmission pacifique des pouvoirs... " De tous les piliers classiques du régime franquiste, l'armée est certes le moins connu. Son rôle est capital et il serait sans doute prépondérant. Si l'on en croit les rumeurs qui circulent à Madrid, les " décisions " prises l'année dernière par les ministres militaires dès que fut connu le malaise du général Franco donnent une idée de la manière dont le " pouvoir " pourrait être assumé " à titre provisoire ". L'article 38 de la loi organique prévoit d'ailleurs la création d'une junte de défense. En feraient partie les ministres militaires, les chefs des trois armes et le futur chef du gouvernement. Certains observateurs ont vu dans cette disposition la possibilité de la " légalisation " d'un éventuel " coup d'État " que l'armée décréterait pour mettre fin au " désordre " ou surmonter une " impasse politique ".

" L'isolement social " des militaires

Il aura fallu attendre l'année dernière pour que la " sociologie " de l'armée espagnole soit un peu mieux connue. Un jeune capitaine catalan, Julio Busquets Bragulat, a en effet publié un essai : le Militaire de carrière en Espagne (3), qui fait relativement autorité. Les officiers supérieurs que nous avons pu interroger à ce sujet estiment que " les conclusions de Busquets Bragulat sont justes à 80 % ". Selon le capitaine catalan, qui avoue modestement avoir écrit un " essai d'interprétation ", l'armée espagnole, trente ans après la guerre civile, est une " armée bien tranquille ". Ses cadres n'ont guère retiré d'avantages matériels. " La carrière des officiers, lieutenants pendant la guerre civile, a été modeste. Ils ont été nommés commandants dans les années 40, lieutenants colonels dans les années 50 et ils atteignent maintenant le grade de colonel. " En somme " leur carrière aurait été identique dans une période de paix

ininterrompue ". L'avancement relativement lent et l'auto-recrutement expliquent par ailleurs l'" isolement social " des militaires. Ainsi, vers l'horizon 80, " l'intervention des forces armées dans la vie politique du pays sera un souvenir du passé ".

Une armée professionnelle et apolitique ? Tel est bien en effet le sentiment que l'on éprouve à bavarder avec des colonels et des généraux occupant des fonctions importantes dans les états-majors et les écoles supérieures interarmes. Certes il existe un petit groupe de " généraux bleus " entretenant des relations étroites avec tel ou tel groupe du régime. Mais leur influence paraît limitée. La grande majorité des cadres de l'armée semble en faveur d'une " évolution ordonnée vers un système politique plus ouvert et plus en accord avec les structures économiques et sociales d'un pays moderne ". " Nous souhaitons, disent-ils, une Espagne démocratique mais sans troubles. L'expérience que nous avons pu avoir, les uns et les autres, à l'étranger est que l'intervention des militaires dans la vie politique est catastrophique. Malheureusement la faiblesse des politiciens favorise bien souvent ces interventions quand elle ne les sollicite pas. Pour cette raison il y a une certaine inquiétude dans l'armée. Il est probable qu'une période transitoire sera nécessaire afin de permettre aux partis politiques de se définir, de se préciser, de trouver des leaders. Ce n'est pas simple. Nous nous interrogeons chaque jour : où sont les partis ? Où sont les leaders ? Il faudra bien d'abord que l'ordre soit maintenu... "

FIN

(1) Du nom de la ville d'Estella, capitale royale en 1875 pendant la seconde guerre carliste.

(2) La loi organique a supprimé les trois conseillers désignés par le chef de l'État. Le président des Cortes est également président du Conseil du Royaume.

(3) El Militar de carrera en Espana. Julio Busquets Bragulat. Ed. Ariel. Barcelone.

MARCEL NIEDERGANG

La lucha por la liberalización del régimen franquista parece cada vez más difícil a medida que las autoridades multiplican el bullying contra todos aquellos, en el mundo del trabajo, la Universidad y la Iglesia, que protestan contra el mantenimiento del status quo (ver Mundo 15, 16, 17-18 y 19 de marzo) El debate sobre la sucesión del Caudillo tiene lugar en una atmósfera menos serena, pero el ejército sigue siendo el árbitro supremo más que nunca.

Madrid, ... marzo. - El general Franco tenía setenta y cinco años en noviembre de 1967 y el príncipe Juan Carlos de Borbón alcanzó su mayoría constitucional de treinta años el 5 de enero. Estos dos eventos obviamente plantean el tema, ya ampliamente discutido en España durante tres años, la sucesión del Caudillo. Los impacientes, ya sea que se encuentren en los pasillos del poder o pertenezcan a la oposición, están felices de declarar "la gran fatiga del jefe de estado". Citan el testimonio "triste" de un académico recibido por el jefe de estado en Pardo en enero y afirman que "varias personalidades tenían lágrimas en los ojos mientras escuchaban el discurso, débil y entrecortado, que el Caudillo pronunció ante el Consejo Nacional del Movimiento". Otros testigos, no menos sinceros, hablan de "su formidable capacidad de trabajo" y han admirado la "forma concentrada en que leyó su discurso ante las Cortes en noviembre". Un hecho es cierto, aunque se comentan y aprecian de manera diversa en Madrid: el general Franco se sintió muy incómodo al final del año pasado durante una partida de caza. "Todos somos conscientes, se admite hoy incluso en los círculos gobernantes, que la hipótesis de la incapacidad o la desaparición del generalísimo que comienza el proceso de sucesión puede ocurrir en cualquier momento ..."

Un equilibrio riguroso.

Desde el referéndum de julio de 1947, el estado español es una monarquía constitucional. Desde el pasado enero y de acuerdo con la ley de sucesión, el General Franco puede designar en cualquier momento al Príncipe Juan Carlos de Borbón como el "futuro rey de España". Si resolviera hacerlo, probablemente sería, según la expresión de un líder, "solo acostumbrar a los españoles a esta idea y observar las reacciones de la opinión". Por otro punto: el general Franco, en cualquier caso, conservará todos los poderes hasta el final de su vida y la manera fría y hábil con que ha gobernado durante treinta y dos años hace que la eventualidad de un "Decisión espectacular y apresurada" extremadamente improbable.

Las aspiraciones de los diversos grupos que llevaron a la victoria franquista fueron a raíz de la guerra civil incompatible. A los monárquicos, carlistas o alfonistas, Franco les aseguró que España sería una monarquía, pero nunca designó al "rey". A la Iglesia le dio el control de la educación; restauró la libertad de las órdenes religiosas, algunas de las cuales, como los jesuitas, habían sido prohibidas por la República. En la Falange, concedió el "partido" y la burocracia sindical; pero nunca abolió los "principios capitalistas" denunciados por los más sinceros partidarios de José Antonio Primo de Rivera.

A la experiencia del capitalismo de estado simbolizada por el poderoso Instituto Nacional de Industria (I.N.I.), sucedió la expansión del gran banco y la empresa privada. Finalmente, el ejército, dividido bajo la República, obtuvo la "dignidad", un equipo moderno y el tratado de cooperación con los Estados Unidos. Cada uno de los "grupos de presión" del régimen franquista ha podido adularse durante treinta años por haber adquirido "ciertas ventajas", pero ninguno ha logrado imponer la totalidad de su política. Mantener un equilibrio riguroso entre los diferentes componentes del sistema ha sido la preocupación constante de Caudillo y sus últimas decisiones (el establecimiento del Consejo Nacional del Movimiento y el nombramiento del Almirante Carrero Blanco como Vicepresidente del Gobierno) ilustran perfectamente esta táctica probada. .

Esto no impide que el debate sobre el "franquismo" sea más vigoroso. Emilio Romero, director del sindicato oficial Pueblo, ha realizado una serie de entrevistas con las personalidades más destacadas del régimen y "también con las de la oposición, si las aceptan", agrega. El almirante Carrero Blanco, por primera vez en mucho tiempo, salió de un silencio que le convenía, sin duda, cuando se le consideraba la eminencia gris del Caudillo. "El año 1968 será

un año decisivo ...", dicen los ministros. Funcionarios, profesores, editores de periódicos, altos funcionarios, repiten. "Hay una crisis política y este año es crucial ..." De hecho, aunque el mecanismo de la sucesión fue planeado hasta el más mínimo detalle, está claro que hay varios caminos abiertos.

"En lo que respecta a mi padre, no creo que su idea de la monarquía se haya traducido fielmente a las declaraciones que se le atribuyen. Algunos sectores españoles pueden haber afirmado que mi padre representa a la una ruptura con el régimen, pero ha habido muchos malentendidos sobre este punto ... "Volviendo a esta declaración del príncipe Juan Carlos, el director de Pueblo, considera que" el tiempo ha pasado cuando fue apropiado adjuntar Es, afirma, una monarquía republicana como la de Francia con el General de Gaulle y una república monárquica como la de Inglaterra. "Y el Sr. Emilio Romero, quien nunca ha Las temidas paradojas más temidas, aprovecha la ocasión para lamentar el "comportamiento abusivo de los simpatizantes del conde de Barcelona, que se organizan en partidos políticos reales".

El viaje de la reina Victoria Eugenia

El Conde de Barcelona, que reside en Estoril, tiene un importante consejo privado cuyo presidente es el Sr. José María Peman, historiador, colaborador del periódico ABC y de una secretaría política dirigida por Don José María de Areilza, conde Motrico y ex embajador en París. El viaje a Madrid a mediados de febrero de la reina Victoria Eugenia, viuda de Alfonso XIII, con motivo del bautismo del infante Don Felipe, hijo de Juan Carlos y Sofía de Grecia, permitió por otra parte a los "legitimistas", partidarios de una "monarquía moderna" que obviamente implica un cierto grado de democratización de las instituciones, a gritar: "¡Viva el rey!", sobre el paso de Don Juan. Este último se encargó de ir. descansar en la tumba de José Antonio, en la basílica del Valle de los Muertos, y detener su automóvil en los barrios de Madrid que no existían en 1931. Un mes después, dijo: "Eso puedo ser rey". la vida de mi padre depende de la situación política ...", el príncipe Juan Carlos, apreciado por el régimen y con excelentes relaciones con el Caudillo, tuvo que admitir que el equilibrio de poder dentro del clan "legitimista" No jugó a su favor.

Al general Franco no le gusta el conde de Barcelona, "liberal, europeo, que quiere ocupar su trono de su legitimidad y no del régimen", pero lo encontró, por quinta vez en treinta años, con motivo de la bautismo. Monárquicos, liberales, altos funcionarios, demócratas cristianos de diversas tendencias, incluida la del Dr. Ruiz Giménez, socialistas del grupo del profesor Tierno Galván, líderes laborales miembros de "comités de trabajadores" se apresuraron a Madrid a saludar a Don Juan ... Estas visitas autorizadas por el régimen, estos pocos miles de entusiastas en Barajas, permiten afirmar que "la idea monárquica de repente se hizo popular en España". No parece. Y la "preferencia" otorgada por unos días por Franco a Don Juan sobre Juan Carlos no sirve finalmente a un régimen poco preocupado por favorecer los planes de la "monarquía moderna" definida por el Dr. Calvo Serer: ejecutivo fuerte, representación popular, Órgano de arbitraje de la corona? Sobre todo porque las otras "tendencias monárquicas" no han abdicado, sabemos, los partidarios de don Alfonso Jaime de Borbón y Dampierre, hijo de don Jaime, duque de Segovia; Los carlistas proclamaron al "rey" Don Xavier de Borbón Parma y se unieron a los colores de su hijo Hugues de Bourbon Parme, de nacionalidad francesa; Los carlistas de la "regencia de Estella" (1) en busca de un portador estándar ...

Un rey o un regente

"La ley de sucesión, especifican los juristas, no impone ni rey ni regente a los españoles, pero deja la decisión final a las Cortes". En caso de incapacidad o muerte del Jefe de Estado, "el rey o regente propuesto por el Gobierno, el Consejo de Regencia y el Consejo del Reino, serán aceptados por una mayoría de dos tercios de los parlamentarios presentes, equivalente por mayoría absoluta de todos los procuradores, si esta mayoría no se alcanza, se realizará una segunda votación y posiblemente una tercera, en la cual esta última requerirá una mayoría de tres quintos, al menos equivalente a la mayoría absoluto". Este es el mecanismo, simple y

formidable, que los líderes españoles tendrán que enfrentar un día o el siguiente, quizás el próximo. "En este caso, dijo el Sr. Solís, Ministro Secretario del Movimiento, votaré de acuerdo con mi conciencia y creo que todos harán lo mismo. ¿Por qué dudar antes de tener la experiencia? Espero en mi caso, "que el mecanismo no será bloqueado..." A esta visión optimista de uno de los ministros a favor de la fórmula "regentalista", los ministros que están a favor de una monarquía que permita la supervivencia del franquismo sin Franco "responden:" Pero todo está claro. Desde el nombramiento del Almirante Carrero Blanco como Vicepresidente, no hay problema El mecanismo de sucesión está perfectamente definido, y solo será cuestión de designar al rey ... "

¿Está tan seguro? ¿Se puede imaginar, en caso de "muerte o incapacidad del Jefe de Estado", que las Cortes, donde comienzan a escucharse palabras divergentes, no entren en conflicto con los organismos consultivos teóricamente, donde todos los "grupos de presión" ¿Están representados los del régimen? La fiebre que surgió en las Cancillerías el pasado 19 de febrero por la improvisada reunión del Consejo del Reino dio la medida de las indecisiones fundamentales de la sucesión. De hecho, fue para los dieciséis concejales (2) nombrar a los miembros suplentes del Consejo de la Regencia. El presidente de la Corte Suprema, el Sr. Ruiz Jarabo, y el general retirado García Valino ocupan desde el 2 de marzo estos cargos en un Consejo de la Regencia que se convocaría precisamente para convocar al gobierno y al Consejo del Reino para elegir al "sucesor".

"De hecho, muchos diplomáticos creen que la confianza de los líderes en el mecanismo de la sucesión se explica fácilmente. Todos están convencidos, aunque no todos desean la misma fórmula de sucesión, que el ejército permitirá una Transmisión pacífica de poderes... "De todos los pilares clásicos del régimen franquista, el ejército es sin duda el menos conocido. Su papel es crucial y sin duda sería de suma importancia. Si vamos a creer los rumores que circulan en Madrid, las "decisiones" tomadas el año pasado por los ministros militares tan pronto como se conoció el malestar del general Franco dan una idea de cómo se podría asumir el "poder" provisionalmente". El artículo 38 de la ley orgánica también prevé la creación de una junta de defensa. Incluiría a los ministros militares, a los jefes de las tres armas y al futuro jefe de gobierno. Algunos observadores vieron en esta disposición la posibilidad de la "legalización" de un posible "golpe de estado" que el ejército decretaría poner fin al "desorden" o superar un "estancamiento político".

"Aislamiento social" de los militares.

No fue hasta el año pasado que la "sociología" del ejército español fue un poco más conocida. Un joven capitán catalán, Julio Busquets Bragulat, ha publicado un ensayo: la carrera militar en España (3), que es relativamente autoritaria. Los oficiales superiores que pudimos interrogar sobre este tema estiman que "las conclusiones de Busquets Bragulat son solo del 80%". Según el capitán catalán, que admite haber escrito modestamente un "ensayo de interpretación", el ejército español, treinta años después de la guerra civil, es un "ejército silencioso". Sus ejecutivos apenas han obtenido beneficios materiales. "La carrera de los oficiales, tenientes durante la Guerra Civil, fue modesta, fueron nombrados comandantes en la década de 1940, tenientes coroneles en la década de 1950, y ahora están en el rango de coronel." En resumen, "su carrera habría sido idéntica En un período de paz ininterrumpida". El progreso relativamente lento y el auto reclutamiento también explican el "aislamiento social" de los militares. Así, hacia el horizonte 80, "la intervención de las fuerzas armadas en la vida política del país será un recuerdo del pasado".

¿Un ejército profesional y apolítico? De hecho, este es el sentimiento que uno experimenta al conversar con coroneles y generales que ocupan puestos importantes en personal y escuelas superiores intermilitares. Ciertamente, hay un pequeño grupo de "generales azules" que mantienen estrechas relaciones con este o aquel grupo del régimen. Pero su influencia parece limitada. La gran mayoría de los cuadros militares parecen favorecer una "evolución ordenada hacia un sistema político más abierto más en línea con las estructuras económicas y sociales de un país moderno". "Queremos, dicen, una España democrática, pero sin problemas, la experiencia que todos tuvimos en el extranjero es que la intervención de los militares en la

vida política es catastrófica. La debilidad de los políticos a menudo favorece estas intervenciones cuando no se solicitan, por lo que existe cierta preocupación en el ejército. Es probable que sea necesario un período de transición para permitir que los partidos políticos se definan a sí mismos. No es fácil, nos preguntamos todos los días: dónde están los partidos, dónde están los líderes, y el orden debe mantenerse primero..."

FIN

(1) El nombre de la ciudad de Estella, capital real en 1875 durante la Segunda Guerra Carlista.

(2) La ley orgánica abolió a los tres concejales nombrados por el jefe de estado. El Presidente de las Cortes también es Presidente del Consejo del Reino.

(3) El Militar de carrera en España. Julio Busquets Bragulat. Ed. Ariel. Barcelona